

Document de position sur la transition énergétique

Introduction

Ce document retrace, dans une perspective intégrale et intersectionnelle, les principales priorités, pré-occupations et positions de la *Fundación Ambiente y Recursos Naturales* [Fondation Environnement et Ressources naturelles] (FARN) face au besoin urgent de mener à bien une transition énergétique et socio-écologique, en Argentine et au niveau mondial, basée sur la justice socio-environnementale, l'inclusion et la participation citoyenne.

À cette fin, ce document naît du besoin de faire face à l'urgence climatique et écologique, et par conséquent, d'abandonner progressivement le paradigme des combustibles fossiles, tout en considérant l'équité et la suffisance énergétique comme piliers essentiels de ces processus. Il se focalise également sur les progrès et les impacts profonds, tant sociaux qu'environnementaux, liés à l'extraction de minéraux critiques dont la demande s'est accélérée face aux paradigmes corporatistes de transition. Dans ce sens, l'accent est mis sur le lithium, tout en soulignant la nécessité de garantir le plein respect des droits des peuples et communautés autochtones, par le biais, par exemple, des processus de participation et de consultation libre, préalable et éclairée. Dans un contexte où les droits et les territoires de ces communautés sont de plus en plus violés au nom des transitions, la FARN soutient l'importance d'une approche basée sur les droits humains et sur de vérifiables processus de dialogue et de participation citoyenne, pour garantir que les transitions énergétiques et socio-écologiques ne reproduisent pas les inégalités existantes, qu'elles soient réparatrices au niveau social et environnemental et qu'elles soient conçues par et pour la société dans son ensemble.

L'approche proposée de la question de la transition énergétique englobe des dimensions multiples. En outre, elle se nourrit du travail, des recherches et des diverses disciplines à partir desquels la FARN a abordé la complexité des défis écologiques et sociaux qui se posent. Il est également essentiel de reconnaître l'influence des réseaux et des alliances auxquelles la FARN participe, qui ont enrichi les perspectives ici exprimées.

1. Perspectives et conflits sur la transition énergétique

Le concept de « transition énergétique » fait principalement référence à la transformation structurelle des systèmes énergétiques, englobant aussi bien des changements dans les sources d'énergie que la reconfiguration de la production, distribution et consommation et l'élimination finale des déchets et des matériaux associés. Aujourd'hui, ce concept est basé sur l'urgence de faire face à la crise climatique et écologique de la planète, et sur le besoin de transformer les systèmes énergétiques basés sur des combustibles fossiles en modèles à faible émission de carbone.

Cependant, la transition énergétique est un concept large dont l'interprétation et la portée restent contestées. Elle englobe une large variété d'approches et de perspectives, allant de celles axées sur la substitution de sources et de technologies sans remettre en question le paradigme actuel de production et consommation (« transition énergétique corporative ») (Svampa et Bertinat, 2022), celles qui surgissent de revendications syndicales et contre les inégalités (principalement sous l'égide de « transition juste ») (OIT, 2015), à d'autres plus intégrales qui appellent à une prise en compte du lien étroit entre les systèmes énergétiques, écologiques et sociaux, et qui posent une critique profonde à la structure moderne colonial extractive, prônant la nécessité d'une « transition socio-écologique ».

La FARN soutient que **les transformations des systèmes énergétiques ne peuvent être séparés des défis écologiques et sociaux plus larges qui les contextualisent**, et que ces processus doivent donc inclure des garanties en matière de droits humains et intégrer des objectifs environnementaux, sociaux, économiques et culturels. De même, reconnaître les différents contextes, expériences et réalités des communautés qui

doivent faire face aux défis de la transition énergétique implique parler de « transitions ». Cela nous permet de contempler non seulement la pluralité des réalités parmi les différents territoires, mais aussi l'éventail des voies, des approches et des processus qui peut s'y dérouler. Plus précisément, il n'existe pas de modèle unique de « transition » vers des systèmes énergétiques durables en termes écologiques et équitables en termes sociaux; les alternatives au système doivent être construites sur les bases du dialogue social, la participation démocratique et la justice environnementale.

2. L'équité et la suffisance énergétique comme point de départ

Pour aborder les complexités, les voies possibles et les horizons des transitions énergétiques, il faut comprendre le rôle central que joue l'accès à l'énergie dans la configuration et le bien-être des sociétés humaines. Cela implique, fondamentalement, reconnaître qu'un accès inéquitable à des sources d'énergie abordables, fiables et propres limite les possibilités de développement et la qualité de vie de millions de personnes dans le monde. En même temps, cela entraîne le besoin de s'interroger sur les inégalités importantes en matière de consommation d'énergie, tant entre les régions et les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, et la nécessité de réduire les niveaux de consommation excessifs et non durables des groupes minoritaires de la société.

De nombreuses approches actuelles des transitions énergétiques se contentent de proposer des changements en matière d'efficacité et de technologies, projetant la demande énergétique actuelle dans l'avenir sans s'interroger sur la nécessité sous-jacente de cette demande en termes de bien-être humain, d'asymétries dans la consommation ou d'impacts socio-écologiques.

C'est pourquoi la FARN estime qu'il est nécessaire de prendre comme point de départ les concepts d'**équité** et de **suffisance énergétique**, en mettant l'accent sur la recherche d'une réduction de la consommation d'énergie et de matériaux dans les déciles de la société qui sont actuellement confrontés à des modes de vie non durables, et de s'attaquer aux asymétries existantes entre le Nord et le Sud global. L'équité dans l'accès à l'énergie implique que tous les individus aient la possibilité de satisfaire leurs besoins fondamentaux grâce à un accès abordable et propre à l'énergie. La suffisance énergétique signifie que, si l'accès à l'énergie doit être inexorablement lié à la possibilité d'une vie digne, la surconsommation et le gaspillage d'énergie doivent être abandonnés si l'on veut vivre dans les limites de la planète.

3. La nécessité de dépasser le paradigme fossile

Les combustibles fossiles marquent un pic d'abondance énergétique dans l'histoire de l'humanité et ont été le moteur d'un paradigme de développement et de croissance économique sans précédent. Cette croissance effrénée et inégale nous a conduits, en tant que civilisation, à transgresser des limites planétaires critiques, sans pouvoir satisfaire les besoins fondamentaux d'une grande partie de la population.

L'utilisation massive de combustibles fossiles depuis la révolution industrielle, principalement par les pays industrialisés, a été et continue d'être la cause principale de la crise climatique et écologique alarmante que traverse la planète et qui s'approche d'un point de non-retour. Les émissions combinées de dioxyde de carbone (CO₂) et de méthane (CH₄) provenant de la production et de la consommation de pétrole, de gaz et de charbon représentent 75% du total des gaz à effet de serre (GES) que l'homme a ajoutés à l'atmosphère¹.

1. Les combustibles fossiles sont à l'origine d'au moins 40% de l'ensemble des émissions de méthane d'origine anthropique, selon le *Global Methane Tracker 2023 - Analysis* (IEA, 2023).

Il convient de noter que l'Argentine est le troisième pays d'Amérique latine à émettre le plus de GES ([CEPAL-OCDE-CAF-UE, 2022](#)), avec un niveau d'émissions par habitant supérieur à la moyenne du G20 ([Climate Transparency-FARN, 2022](#)).

Les émissions du secteur énergétique argentin représentent 51% du total en raison de la prédominance du gaz et du pétrole dans la matrice énergétique nationale (MAyDS, 2023), qui constituent plus de 80% de l'énergie consommée dans le pays (Secrétariat à l'énergie, 2021).

Outre l'augmentation des impacts climatiques, le développement de projets de combustibles fossiles entraîne des niveaux élevés de conflits sociaux, ainsi que de multiples impacts sur l'environnement et la santé publique, qui affectent de manière disproportionnée les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées. En outre, le degré élevé de concentration économique et de pouvoir politique associé à ces ressources compromet les aspirations à la souveraineté et la démocratisation énergétique. L'extraction d'hydrocarbures nécessite des capitaux et des technologies dont manquent de nombreux pays en développement comme l'Argentine, et pour les obtenir, ils doivent souvent accepter des conditions imposées par des entreprises privées ou d'autres États nationaux. Ces conditions sont rarement bénéfiques pour le pays, car elles génèrent et aggravent les inégalités externes et internes. La fluctuation imprévisible des prix des combustibles fossiles, régie par les marchés internationaux et les intérêts des pays qui en produisent et consomment le plus, renforce la dépendance énergétique et aggrave la situation macroéconomique des pays en développement.

De même, à mesure que la demande d'énergie augmente et que les réserves plus abordables s'épuisent, l'industrie est contrainte d'exploiter des gisements non conventionnels et éloignés, en utilisant des techniques plus extrêmes et plus dommageables, comme le montrent l'expansion de la frontière des hydrocarbures en eaux profondes et l'utilisation de la fracturation hydraulique. Cette extraction plus intensive amplifie les impacts environnementaux, les conflits sociaux et les tensions géopolitiques au niveau mondial.

Bref, la FARN est convaincue que **l'approfondissement du paradigme fossile n'est pas la voie à suivre**. Il va à l'encontre de l'urgence d'une transition socio-écologique juste et des engagements climatiques de l'Argentine pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050, et il ne répond pas non plus aux besoins les plus urgents des citoyens en termes d'équité et de durabilité à long terme. Il est donc essentiel d'explorer des alternatives énergétiques et de développement qui laissent de côté le profil extractiviste et hautement polluant actuel, conçues non seulement pour fournir des solutions à court terme, mais aussi pour s'étendre dans le temps, pour être socialement et écologiquement réparatrices, et pour être conçues par et pour la société dans son ensemble.

4. Flux financiers vers les minéraux et les technologies de transition

L'analyse des tendances financières des institutions financières internationales (IFI), y compris les banques multilatérales de développement (BMD) et les agences de crédit à l'exportation (ECA, selon l'acronyme anglais de *Export Credit Agency*), révèle des pratiques douteuses et un manque de transparence dans la promotion de l'exploitation des combustibles fossiles et des minéraux critiques. Elle révèle une approche corporatiste de la transition énergétique qui cherche à maintenir les modèles existants et les dynamiques néocoloniales entre le Nord et le Sud global, mettant en évidence les contradictions et le double langage de ces institutions et des économies centrales.

En outre, il est essentiel de souligner le rôle du Fonds monétaire international (FMI) dans cette dynamique financière et le conditionnement de la politique énergétique nationale. Malgré son rôle déclaré dans la stabilité économique mondiale, le FMI continue de pousser le développement des pays du Sud global vers l'extractivisme et l'exportation de biens environnementaux sous-évalués. Il convient également de noter les re-

commandations de l'agence visant à développer l'infrastructure des hydrocarbures et à réduire les dépenses fiscales afin de diminuer les subventions à la demande de combustibles fossiles plutôt qu'à l'offre, ce qui va à l'encontre de ses objectifs en matière de climat.

Parallèlement, les flux de financement climatique du Nord vers le Sud global présentent des problèmes de transparence et de surestimation, comptabilisant des investissements qui ne sont pas alignés sur les objectifs climatiques ou qui sont dirigés vers des projets qui ne sont finalement pas mis en œuvre. Cette situation est exacerbée par le fait que les objectifs quantitatifs de financement ne sont toujours pas atteints. En ce qui concerne l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2025 vers les pays du Sud global, selon [un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques \(OCDE\)](#), près de 90 milliards de dollars ont été mobilisés en 2021, ce qui est inférieur à cet objectif. En outre, ce rapport révèle que plus de la moitié du financement –presque 68%– a été fourni sous forme de prêts, ce qui accentue encore l'endettement des pays du Sud global.

Le fait que le financement climatique se fasse principalement sous la forme de prêts signifie que le coût économique de la lutte contre le changement climatique est transféré vers des pays dont la responsabilité historique est inférieure. À son tour, l'augmentation de la dette dans les pays du Sud global réduit les marges d'action politique et augmente la pression en faveur du développement d'activités économiques liées à l'exploitation de biens communs destinées à l'exportation pour rembourser la dette. Il s'agit d'activités à fort impact environnemental et génératrices de gaz à effet de serre, telles que l'exploitation des hydrocarbures, l'extraction minière et l'agriculture et l'élevage.

Dans ce sens, **il est nécessaire de repenser et de transformer le système financier mondial de manière intégrale** et de reconnaître la "dette écologique" (Martínez-Alier, 1997) accumulée par les pays du Nord au détriment des pays du Sud. La FARN considère qu'il est essentiel d'engager des dialogues plus larges sur le financement des transitions socio-écologiques intégrales, y compris la réorientation des subventions à l'offre des combustibles fossiles, l'injustice du système commercial international et la sous-évaluation des biens et services environnementaux.

Enfin, la FARN **exhorte les principaux responsables historiques de la crise climatique et écologique à remplir leurs obligations en matière de financement** pour l'atténuation, l'adaptation et les réparations des dommages et des pertes. Ce financement doit être adéquat, équilibré, prévisible, nouveau et additionnel, basé sur les besoins et les priorités, et il ne doit pas générer davantage de dette, afin que les transitions énergétiques et socio-écologiques soient réellement justes et équitables.

5. Fausses solutions

Au fur et à mesure que la nécessité de faire face à la crise climatique et environnementale s'intensifie, la promotion de discours et de promesses technologiques qui sapent l'urgence de trouver des solutions substantielles augmente également. Loin de favoriser des transitions énergétiques et socio-écologiques globales, ces discours retardent les changements transformateurs et contribuent à aggraver les problématiques environnementales et sociales actuelles.

Un exemple c'est la nécessité supposée d'augmenter la production de gaz naturel en tant que combustible de transition, sous l'argument qu'il émet moins de carbone que le pétrole et le charbon. Toutefois, cette vision ne tient pas compte des émissions de méthane associées à l'extraction et au transport du gaz, qui contribuent fortement au réchauffement climatique à court terme. Elle ne prend pas non plus en compte les consé-

quences d'un *lock in*², ni les risques économiques liés à l'expansion des infrastructures d'hydrocarbures face aux tendances internationales, ce qui pourrait se traduire par des actifs échoués.

La FARN note avec inquiétude l'inclinaison croissante des États et des entreprises, au niveau mondial et de plus en plus au niveau national, vers l'optimisme technologique et les approches mercantilistes, y compris la capture et le stockage du carbone et de l'hydrogène, la géo-ingénierie et les marchés du carbone. Ces approches non seulement maintiennent la continuité du paradigme fossile, mais reproduisent également les asymétries de pouvoir existantes. De même, ce type de discours qui encourage l'électrification des flottes de véhicules privés comme une panacée pour la réduction des émissions dans le secteur des transports ne vise pas non plus à résoudre les problèmes structurels liés au modèle de mobilité actuel et à la logique d'extraction, d'accumulation, de consommation et d'élimination finale des matériaux et des minéraux dans les pays du Nord, perpétuant ainsi les problématiques environnementales et les inégalités sociales.

Face à un scénario de crise climatique et écologique qui exige des actions urgentes et transformatrices, la FARN **considère qu'il est essentiel de remettre en question et de rejeter ces approches réductionnistes qui cherchent à reporter ou à détourner l'attention de l'impérieuse nécessité de remplacer les combustibles fossiles et d'apporter des changements structurels** au niveau culturel et économique. Ces approches reportent l'adaptation potentielle, transférant ainsi sa charge et ses coûts aux générations futures. Elles reportent également l'atténuation du changement climatique, transférant ainsi sa charge et ses coûts non seulement aux générations futures, mais aussi à ceux qui sont les plus vulnérables et qui ont le moins contribué au problème, comme les sociétés du Sud global, aggravant ainsi l'injustice socio-environnementale.

6. La problématique sociale et environnementale du lithium

Le rôle du lithium en tant qu'intrant clé de la production de batteries et de l'électrification des transports et des systèmes énergétiques est aujourd'hui au cœur des débats sur le changement climatique et des différends sur les paradigmes de la transition énergétique. En particulier, la demande mondiale croissante de lithium a entraîné un regain d'intérêt pour ce minéral et son exploitation en Argentine. L'Argentine est l'un de ses principaux producteurs mondiaux et, avec le Chili et la Bolivie, concentre plus de 50 % des ressources mondiales de lithium dans ses hautes terres humides andines (USGS, 2023).

Par conséquent, l'extraction du lithium en Argentine, centrée sur les salines de la région de la Puna, a connu une augmentation notable du nombre de projets au cours de la dernière décennie. Et, comme d'autres activités minières à grande échelle, elle a entraîné d'importants impacts sociaux et environnementaux sur les territoires, qui n'ont pas été suffisamment pris en compte jusqu'à présent. En particulier, l'exploitation et le traitement des saumures riches en lithium nécessitent d'importants volumes d'eau, et il n'existe pas d'études de référence qui considèrent les bassins hydrographiques comme des unités indivisibles, de sorte que les véritables impacts environnementaux et sociaux de l'activité sont inconnus. Dans le même temps, l'activité lithique en Argentine est caractérisée par un manque de transparence concernant la quantité totale et les caractéristiques particulières des projets miniers. Ainsi, la survie des écosystèmes fragiles des zones humides, la multiplicité des contributions qu'ils apportent, la biodiversité et les communautés locales dans les régions arides de la Puna sont en danger.

De même, les zones d'exploitation du lithium coïncident le plus souvent avec des territoires ancestraux habités par des peuples autochtones. Ce qui fait que des droits à l'autonomie et à l'autodétermination qui entrent en

2. *Lock in*, verrouillage ou enfermement technologique. Cela fait référence à la création d'une dépendance à une technologie déterminée. Dans ce cas il s'agit des conséquences de la dépendance au gaz et à la technologie et l'infrastructure qui y sont liées.

conflit avec des intérêts privés et publics soient généralement violés. Le non-respect du droit à la consultation libre, préalable et éclairée, établi par la législation argentine et les normes internationales, a entraîné des violations des droits des communautés autochtones à décider de leur développement économique, social et culturel, et a affecté l'accès à l'information et la protection des sites sacrés. Dans ce sens, les pratiques visant à faciliter l'autorisation des projets dans les différentes salines d'Argentine sont également contraires aux droits d'accès à l'information, de participation citoyenne et d'accès à la justice, et ne tiennent pas compte de la situation des défenseurs de l'environnement, comme le prévoit l'accord d'Escazú.

Il est essentiel de replacer dans son contexte le fait que l'accélération de la demande mondiale de lithium est principalement due à l'augmentation de la production de véhicules électriques à usage privé (IEA, 2023)³, principalement destinés aux consommateurs des pays du Nord global. Nombre de ces pays à hauts revenus ont promu diverses normes⁴ pour faire avancer les agendas de l'électromobilité au nom de la transition énergétique et de l'atténuation du changement climatique. Ils l'ont fait sans repenser leurs modèles actuels de mobilité individuelle et d'hyperconsommation, sans tenir compte de la disponibilité limitée des minéraux critiques et de la nécessité de les répartir équitablement pour mener à bien les transitions et sans envisager les impacts socio-environnementaux élevés de leur extraction dans les territoires du Sud. Cette utilisation ne favorise pas non plus le décollage des énergies renouvelables.

La FARN s'inquiète de ces tendances et de leur aggravation dans les décennies à venir et alerte en particulier sur le risque de s'orienter vers un modèle corporatiste de transition énergétique. **Le lithium ne peut être considéré comme faisant partie d'une transition socio-écologique s'il aggrave les problèmes environnementaux locaux, entraîne la violation des droits humains et ne s'inscrit pas dans une remise en cause des niveaux actuels de consommation non durable et des inégalités Nord-Sud.** Il est impératif que l'État, avant d'autoriser de nouveaux projets d'exploitation du lithium, mène un processus d'évaluation environnementale stratégique qui intègre les engagements pris en matière de climat et de biodiversité, assure le respect des droits humains et garantisse une consultation libre, préalable et éclairée.

7. Vers un nouveau paradigme énergétique

Face à la crise économique, énergétique, climatique et écologique mondiale actuelle, il est urgent de s'orienter vers la défossilisation et la diversification de l'offre énergétique. Cela implique abandonner progressivement la participation du pétrole, du gaz et du charbon dans la matrice énergétique et migrer vers des sources plus propres et renouvelables.

La FARN soutient qu'un nouveau paradigme énergétique post-fossile ne devrait pas avoir pour seul horizon la décarbonisation, mais aussi l'équité, la démocratisation, la déconcentration, la résilience et la durabilité environnementale, qui sont particulièrement pertinentes dans le contexte argentin. Par conséquent, l'adoption de sources d'énergie plus propres et renouvelables doit être basée sur la diversification des ressources utilisées, sur la décentralisation de la production et de la gestion de l'énergie, sur un accès plus équitable, sur le développement des capacités locales, sur la promotion de l'industrie nationale et sur la création d'emplois de qualité par le biais de nouvelles entreprises et de chaînes de valeur. Ces projets doivent également prendre en compte la conservation de la biodiversité et garantir le respect des droits humains des communautés vivant dans les territoires concernés.

3. Par exemple, en 2022 l'ensemble des véhicules électriques et hybrides (à usage personnel ou familial) a représenté 60% de la demande mondiale de lithium. Alors qu'en 2017 ce type de véhicules à usage individuel ne représentait que 30% de la demande de lithium (IEA, 2023).

4. Dans le même ordre d'idées se trouve la loi américaine de 2022 sur la réduction de l'inflation, qui crée des incitations à la production d'énergie propre aux États-Unis, et la loi de l'Union européenne de 2023 sur les matières premières, qui réglemente les incitations politiques à l'accès aux approvisionnements et à leur transformation pour l'espace de l'Union européenne.

L'Argentine a une énorme opportunité de transition vers une matrice énergétique diversifiée, basée sur les multiples ressources énergétiques renouvelables réparties sur l'ensemble du territoire, ce qui lui permettrait de produire de l'électricité et de la chaleur à partir du soleil, du vent et de différents types de biomasse avec des technologies qui peuvent être développées localement. De nombreuses expériences réussies dans différents coins du pays montrent qu'il est possible de penser à des modèles alternatifs de gestion et de distribution de l'énergie, par exemple par le biais de systèmes coopératifs de production distribuée.

Cependant, ces initiatives et le déploiement des énergies renouvelables sont limités par le contexte macro-économique, l'absence de décision politique, la distorsion des prix due à la généralisation des subventions à l'énergie, le peu d'accès au financement et les restrictions de la capacité de transmission du réseau électrique. **La transformation du système énergétique nécessitera donc un large consensus politique et un dialogue social, ainsi que des investissements substantiels dans les infrastructures, des incitations financières, la réorientation des subventions et une législation spécifique pour les promouvoir.**

8. Principes fondamentaux pour une transition socio-écologique juste et inclusive

Les transitions énergétiques, en tant qu'éléments essentiels des processus de transition socio-écologique, doivent être guidées par des approches centrales qui tiennent compte de l'intersectionnalité, de l'interculturalité et de l'intergénérationnalité. Elles doivent partir d'une vision intégrale qui ne cherche pas seulement à atténuer la crise climatique, mais aussi la crise socio-écologique au sens large, en intégrant des objectifs de développement durable, en renforçant la résilience et en corrigeant les inégalités systémiques.

Il est essentiel de garantir le respect des normes en matière de droits humains, en mettant l'accent sur les droits des femmes, des peuples autochtones, de la communauté LGBTQIA+, des enfants, des personnes avec un handicap, des générations futures, des paysans et d'autres groupes marginalisés et vulnérables. La participation active et le respect des principes de consentement libre, préalable et éclairé sont fondamentaux pour une transition socio-écologique juste, inclusive et équitable, ancrée dans les droits humains et les limites planétaires.

Il est tout aussi important que les pays du Sud global puissent définir leurs propres voies vers la réduction des émissions et la transformation des systèmes énergétiques, et bénéficier ainsi des transitions. Le manque de disponibilité ou d'affectation de fonds suffisants pour ces transformations est une condition pour la construction de leurs propres voies. Dans ce sens, les pays du Nord global, en plus de ne pas respecter leurs engagements financiers dans le cadre de l'Accord de Paris, ont favorisé le développement de secteurs spécifiques qui les intéressent dans le Sud global, tels que l'hydrogène vert, l'extraction de minéraux critiques et les marchés du carbone, entre autres, conditionnant ainsi la voie de la transition dans ces pays.

Pour la FARN, en revanche, la défossilisation de la matrice énergétique doit aller de pair avec la construction de modèles de développement qui répondent aux besoins socio-économiques et environnementaux de chaque pays, et qui soient basés sur la participation démocratique, intègrent de véritables mécanismes de participation citoyenne et de consultation des peuples autochtones, et garantissent les droits d'accès à l'information et à la justice en matière d'environnement.

Dans cette optique, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de transition énergétique juste et populaire sont encouragées, par opposition aux initiatives isolées qui répondent à des opportunités de financement externes, à des obligations internationales et aux perspectives du fonctionnaire en place, sans planification et articulation soutenues à moyen et long terme.

Le plan nécessitera des projections pour le développement énergétique de l'Argentine avec une vision globale qui prend en compte non seulement la viabilité technique et économique des ressources énergétiques et des technologies considérées, mais aussi les implications sociales, économiques et environnementales de l'exploitation de ces ressources et de l'utilisation des technologies, qui sont vitales lorsqu'il s'agit de prendre des décisions pour la transformation nécessaire du secteur de l'énergie dans notre pays. **Il devrait être préparé de manière participative, en impliquant de multiples parties prenantes, par la mise en œuvre d'outils de gestion environnementale, tels que l'aménagement du territoire, l'évaluation environnementale stratégique, les réglementations nationales et provinciales et les normes environnementales internationales, ainsi que les réglementations et les normes relatives à la participation et à l'accès à l'information, entre autres.**

9. Bibliographie

CAN-FARN (2022). Climate Transparency. Argentine. Disponible sur: <https://farn.org.ar/wp-content/uploads/2022/12/CT2022-Argentina-Repro-SPA.pdf>

CEPAL-OCDE-CAF-Union Européenne (2022). Perspectives économiques d'Amérique latine 2022: vers une transition verte et équitable. Disponible sur: <https://repositorio.cepal.org/items/4af369f1-41b4-487a-a4b5-059fa3e740df>

International Energy Agency (IEA) (2023). Global EV Outlook 2023. Disponible sur: <https://iea.blob.core.windows.net/assets/dacf14d2-eabc-498a-8263-9f97fd5dc327/GEV02023.pdf>

Martínez-Alier, J. (1997). Deuda Ecológica y Deuda Externa. Ecología Política, [Dette écologique et dette extérieure. Écologie politique]14, 157-173. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/20742951>

Ministère de l'environnement et du développement durable (2023). Cinquième rapport biennal actualisé de l'Argentine à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Organisation internationale du travail (2015). Orientations politiques pour une transition juste vers des économies et des sociétés durables sur le plan environnemental pour tous. Disponible sur: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_432865.pdf

Secretariat à l'énergie de la Nation (2021). Bilan énergétique national 2021. Disponible sur: <https://www.argentina.gob.ar/econom%C3%ADa/energ%C3%ADa/planeamiento-energetico/balances-energeticos>

Svampa, M. y Bertinat, P. (comp.) (2022). La transición energética en la Argentina: Una hoja de ruta para entender los proyectos en pugna y las falsas soluciones. Siglo XXI (Otros futuros posibles) [La transition énergétique en Argentine: Une feuille de route pour comprendre les projets concurrents et les fausses solutions. XXIe siècle. (Autres avenir possibles)]. Disponible sur: <https://sigloxxieditores.com.ar/wp-content/uploads/2022/02/Svampa-Bertinat.-La-transicion-energetica-en-la-Argentina-web.pdf>

U.S. Geological Survey (2023). Mineral commodity summaries 2023: U.S. Geological Survey, 210 p., <https://doi.org/10.3133/mcs2023>



Fundación Ambiente y Recursos Naturales

Sánchez de Bustamante 27 - Piso 1° (C1173AAA) CABA - Argentina

www.farn.org.ar | info@farn.org.ar      /farnargentina